



## SOMMAIRE

RECAP-AGRI.....	2
La balance commerciale alimentaire à fin septembre 2019.....	2
Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Août 2019 (Résultats de l'année 2019 par rapport à 2018).....	3
Situation hydrique observée le 10/10/2019.....	4
Flash sur la filière avicole : septembre 2019.....	6
Les investissements approuvés par la DGFIOP (<60 .000 DT/projet).....	7
INFO-AGRI.....	8
La Tunisie se dote d'une base de données répertoriant les différentes variétés de l'olivier.....	8
Gérer les forêts de manière durable : une nécessité urgente.....	9
Nourrir les gens et protéger la planète devraient aller de pair.....	11
La Méditerranée va compter 250 millions de «pauvres en eau» d'ici 2040.....	12
Veille juridique.....	13
Veille documentaire.....	13



## RECAP-AGRI

### La balance commerciale alimentaire à fin septembre 2019

Pour le neuvième mois consécutif, la balance alimentaire s'est soldée par un déficit enregistrant des taux de couverture de 74,0%.

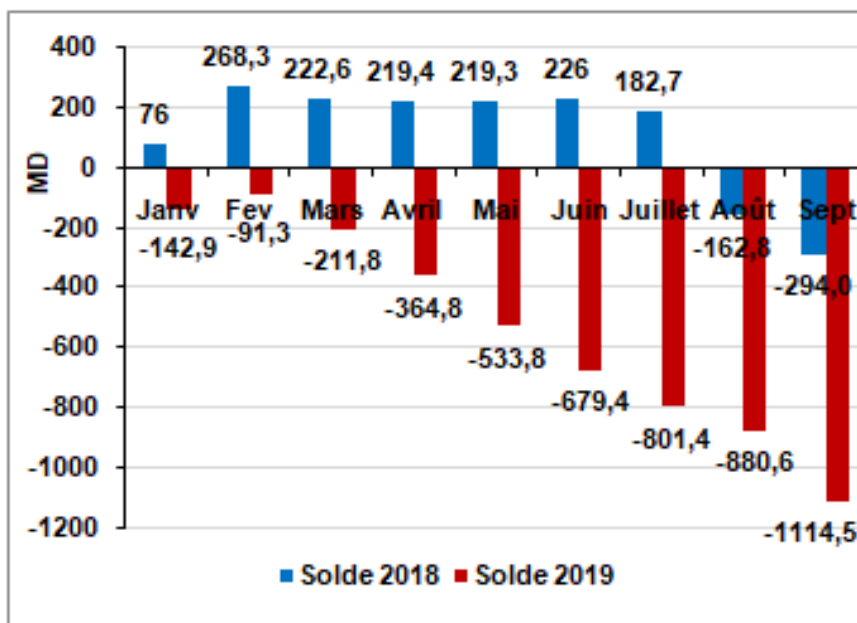
Cette baisse résulte d'une nette régression des exportations de l'huile d'olive (-32,3% en volume et -39,6% en valeur) et d'une nette évolution des importations céréalières dont la part dans les importations alimentaires est passée de 38,8% à 42,5% à fin septembre 2019 et ce suite à une hausse en glissement annuel de 17,6% en valeur

malgré une baisse de 1,3% en volume.

Les céréales, le sucre et les huiles végétales demeurent les principaux produits de base importés avec près de 60,1% de la valeur totale des importations alimentaires totales.

Les exportations des tomates et des agrumes ont affiché une hausse remarquable en termes de valeurs, enregistrant respectivement 28,7% et 22,6%.

### Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au cours des neuf premiers mois de 2018 et 2019



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS

Elaboré par Mme Yosra DOUIRI.  
Observatoire National de l'Agriculture

## Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Août 2019 (Comparaison de 2019 par rapport à 2018)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Août 2019 a été de 86 mille tonnes contre 85 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 1,2%. La production aquacole réalisée à fin Août 2019 a été de 11,3 mille tonnes contre 13 mille tonnes réalisées à fin Août 2018, soit une baisse de 13,1%.

A fin Août 2019 les quantités exportées des produits de la pêche et de l'aquaculture ont atteint 18,9 mille tonnes pour une valeur de 347,9 MD contre 16,4 mille tonnes et une valeur de 175,3 MD à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 15,2% en termes de quantité et de 13% en termes de valeurs. L'augmentation des quantités exportées est due à l'exportation durant cette période de l'année 2019 de 1230,6 tonnes du thon rouge vivant pour une valeur de 70,9 MD et à la hausse importante du volume des exportations du thon de conserve qui a atteint 2022,6 tonnes en 2019 contre 445,9 tonnes en 2018 et la hausse de 34,2% des exportations de crabes (2032,5 tonnes en 2018 contre 2728,8 tonnes en 2019).

Les importations ont atteint 41,9 mille tonnes pour une valeur de 232,8 MD contre 29,6 mille tonnes et une valeur de 175,3 MD à fin Août 2018, soit une hausse de 41,6% en termes de quantité et une hausse de 32,8% en termes de valeurs. Cette augmentation est due essentiellement à la hausse remarquable des importations du thon congelé en termes de quantité (30,5%) et en termes de valeur (36,7%) et à la hausse des importations des semi-conserves et du thon en conserve (148,7% en termes de quantité et 169,5% en termes de valeur).

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+160,2 MD) en 2019 contre (+172,6 MD) enregistrés en 2018, soit 7,2% de moins.

*NB : Les chiffres de l'année 2019 sont préliminaires.*

*Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.*



Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

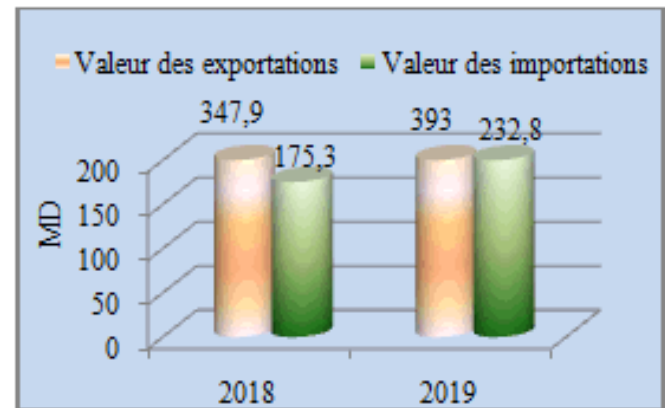


Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.

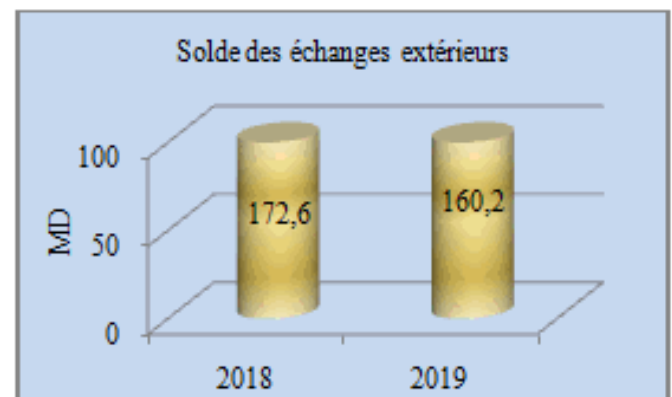


Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Elaboré par Mme Noura Ferjani  
Observatoire National de l'Agriculture



## Situation hydrique observée le 10/10/2019

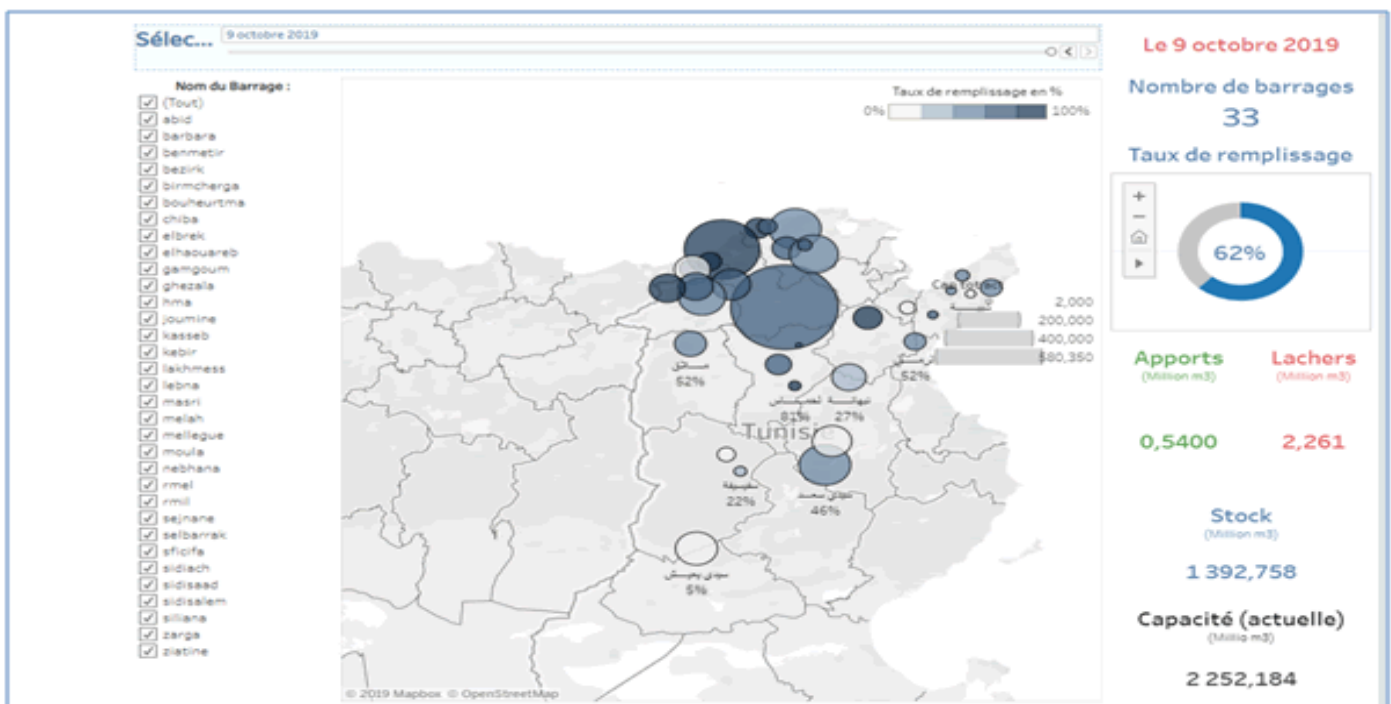
Situation des barrages (période du 01/09/18 au 09/10/19)

A la date du 09/10/2019, les apports cumulés aux barrages ont atteint 117 Mm<sup>3</sup>. Ils ont légèrement dépassé la moyenne de la période (105,6 Mm<sup>3</sup>) et ont été inférieurs aux apports enregistrés à la même période de l'année précédente (140,7 Mm<sup>3</sup>). Ces apports sont répartis pour une part de 87,6% au Nord ; 9,5 % au Centre et 2,9% au Cap Bon. Par conséquent les réserves en eau dans tous les barrages ont atteint 1392,7 Mm<sup>3</sup> contre 895,6 Mm<sup>3</sup> enregistrés à la même date de 2018 et une moyenne enregistrée au cours des trois dernières années de 663,6 Mm<sup>3</sup>, soit un surplus de 729,1 Mm<sup>3</sup>. Ceci correspond à

une augmentation de 110% par rapport à la situation du 31 Août 2018. Les volumes stockés sont ainsi répartis : 88,1% dans les barrages du Nord, 9,8% dans les barrages du Centre et 2,1% dans les barrages du Cap Bon. Pour l'ensemble des barrages le **taux de remplissage** a atteint **62%**. La figure ci-dessous illustre la situation des barrages à la date du 09/10/2019. Les lecteurs peuvent accéder à toutes les informations qui concernent les barrages via la plateforme Open Data de l'ONAGRI à travers le lien suivant : [www.agridata.tn](http://www.agridata.tn)

Situation des barrages (période du 01/09/19 au 10/10/19)						
	Volume stocké dans les barrages (Mm <sup>3</sup> )			Apports de la période		
	2018	2019	Variation (%)	2019 (Mm <sup>3</sup> )	2019/moy( %)	2019/2018 (%)
<b>Nord</b>	755,2	1289,5	70,7%	53,6	286,6%	653,7%
<b>Centre</b>	70,2	139,4	98,6%	4,5	65,2%	104,7%
<b>Cap Bon</b>	14,3	30,0	109,8%	2,6	433,3%	6500,0%
<b>Total</b>	839,7	1458,9	73,7%	60,7	231,7%	484,1%

Source : DG/BGTH.



Extrait de la plateforme de l'ONAGRI "OpenData" ([www.agridata.tn](http://www.agridata.tn)).

## La pluviométrie : Situation au 10/10/2019

Durant la période 01/09/19-09/10/19, la pluviométrie enregistrée a été significativement élevée dans les régions du Nord et du Centre Est. Par rapport à la même période de la campagne écoulée, la situation pluviométrique

a été caractérisée par un niveau plus élevé dans la région du Nord Ouest et la région du Sud Est (Tableau 1).

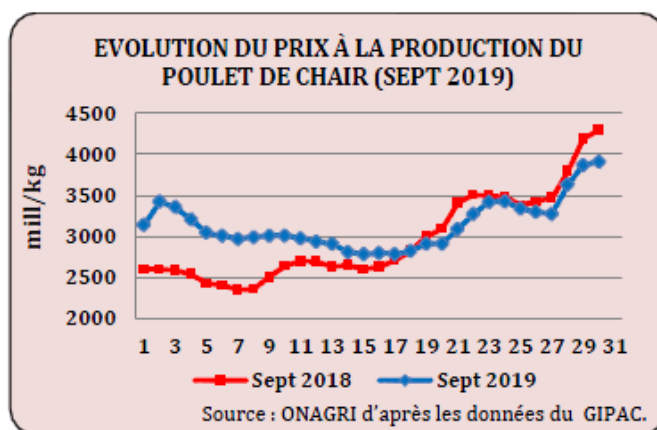
Tableau1. Pluviométrie jusqu'au 09/10/2019

Région	Pluviométrie jusqu'au 09/10/2019(mm)	% par rapport à la moyenne de la période 01/09/19-09/10/19	% par rapport à la même période (2019-2020/2018-2019)
<b>Nord Ouest</b>	80,2	<b>147%</b>	<b>111%</b>
<b>Nord Est</b>	91,9	<b>167%</b>	98%
<b>Centre Ouest</b>	45,7	92%	69%
<b>Centre Est</b>	87,1	<b>179%</b>	57%
<b>Sud Ouest</b>	15,8	<b>110%</b>	49
<b>Sud Est</b>	52,9	<b>325%</b>	<b>211</b>
<b>Tout le pays</b>	<b>52,1</b>	<b>171%</b>	<b>97%</b>

Elaboré par : Mme Noura Ferjani  
Observatoire National de l'Agriculture

## Flash sur la filière avicole Septembre 2019

### Poulet de chair



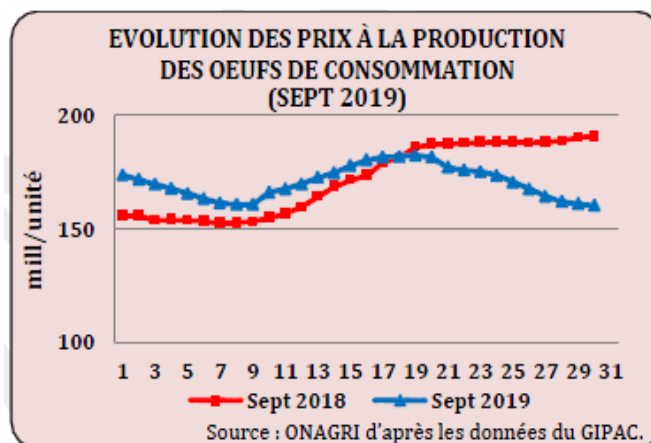
Au cours du mois de septembre 2019 le prix à la production du poulet de chair a passé par deux phases.

- Une première phase baissière qui a connu quelques fluctuations entre le 01/09/2019 et le 15/09/2019. Au cours de cette phase on a enregistré le minimum du mois (2781 mill/kg le 15/09/2019) ;
- Une deuxième phase du 16/09/2019 au 30/09/2019 où on a noté un redressement des prix pour atteindre un maximum de 3908 mill/kg enregistré le 30/09/2019.

Le prix moyen mensuel a augmenté de 6,0% par rapport à celui du même mois de l'année précédente (3143,1 mill/kg contre 2965,6 mill/kg) et de 13,1% par rapport à celui d'août 2019 (2779,8 mill/kg).

Concernant les régions, le prix moyen à la production dans le Sud (3214,8 mill/kg) a devancé de 2,9% celui du Centre et 4,0% celui du Nord.

### Œufs de consommation



Le prix à la production des oeufs de consommation courant septembre 2019 a connu trois phases :

- Une phase baissière entre le 01/09/2019 et le 09/09/2019 enregistrant une baisse de 7,5% ;
- Au cours de la deuxième phase le prix a connu une croissance d'environ 11,5%, passant de 160,8 mill/oeuf le 09/09/2019 à 182,6 mill/oeuf le 19/09/2019 ;
- A la phase finale une chute de 11,8% des prix est notée clôturant le mois à 160,3 mill/oeuf.

La moyenne mensuelle enregistrée a légèrement baissé de 0,7% par rapport à celle du même mois de l'année 2018 (170,7 mill/unité contre 171,9 mill/unité). Par rapport à août 2019 (160,7 mill/unité), le prix moyen a augmenté de 6,2%.

Au Centre du pays, le prix moyen à la production enregistré (172,2 mill/unité) a devancé celui enregistré dans le Nord de 0,3% et de 1,4% par rapport à celui du Sud.

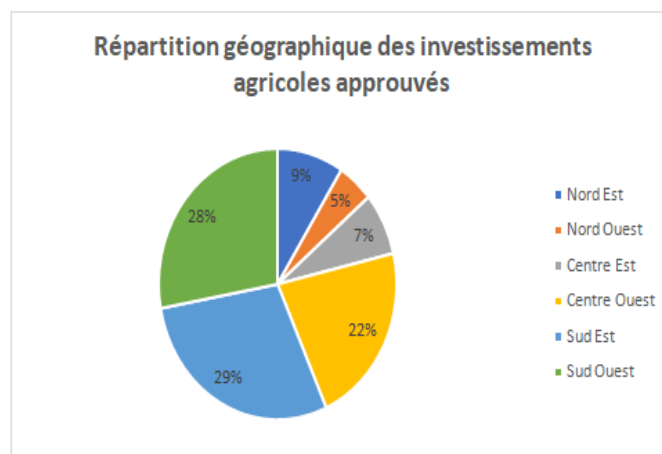
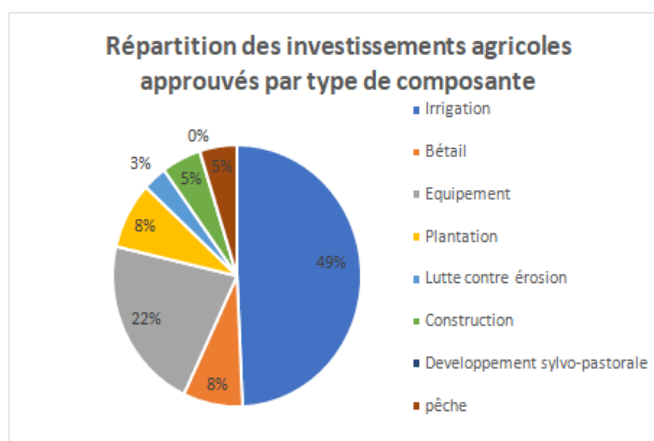
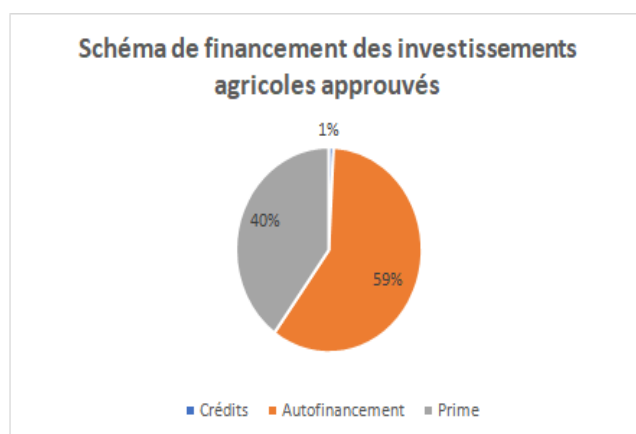
Source : ONAGRI d'après le GIPAC

Elaboré par Mme Yosra DOUIRI  
Observatoire National de l'Agriculture

## Les investissements approuvés par la DGFIOP (<60 .000 DT/projet)

Les investissements approuvés par le DGFIOP (<60.000 DT) pour bénéficier des financements FOSDA (fonds spéciaux de développement agricole) à fin Aout 2019 ont montré que :

- Le volume des investissements approuvés est de 61,481 M DT.
- Le nombre des bénéficiaires des financements FOSDA est 8053,
- Le montant d'investissement est de 7634 DT/ bénéficiaire en moyenne.



# INFO-AGRI

## La Tunisie se dote d'une base de données répertoriant les différentes variétés de l'olivier

Le projet tuniso-italien " Ressources phytogénétiques tunisiennes mieux conservées et valorisées ", lancé en 2016, a permis la mise en place d'une base de données répertoriant les différentes variétés de l'olivier en Tunisie.

" Cela a pu se faire grâce à la mise en place d'un génotype (information génétique) de référence pour chaque variété ", a expliqué à l'agence TAP, OlfaSaddoud, coordinatrice du projet auprès de la Banque Nationale des Gènes (BNG), en marge d'un séminaire international tenu à Tunis sur le thème " Ressources phytogénétiques tunisiennes mieux conservées et valorisées ".

" Une bonne connaissance du matériel génétique permettra une meilleure conservation et valorisation des ressources phytogénétiques de l'olivier et obtenir ainsi une huile d'olive labellisée qui peut être exportée à l'international", a-t-elle ajouté.

Selon cette chercheuse spécialiste en génétique et biologie moléculaire, ce projet financé par la coopération italienne à hauteur de 1 million 280 mille euros (près de 4 millions de dinars), a ciblé huit gouvernorats, dont notamment Béja, Mahdia, le Kef et Nabeul, précisant que ce même programme a également pour objectif de valoriser le patrimoine phytogénétique des céréales.

Et d'ajouter que ce projet qui s'inscrit dans le cadre du

programme de protection de l'environnement, a permis de renforcer les capacités des chercheurs de la BNG, de l'Institut national de l'olivier et de l'Institution de la recherche et de l'enseignement supérieur agricoles (IRE-SA), ainsi que ceux exerçant dans les laboratoire d'analyse phytosanitaire.

Pour Maurizio Raeli, directeur du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes de Bari (CIHEAM – Bari), ce projet a contribué à la mise en place d'un réseau entre les chercheurs tunisiens et italiens, soulignant qu'il répond parfaitement aux objectifs du développement durable fixés par les Nations Unies.

Le ministre des Affaires locales et de l'Environnement, Mokhtar Hammemi, a, pour sa part, plaidé en faveur de l'instauration en Tunisie de taxes sur les transports aérien et maritime et sur le flux du capital naturel pour sauvegarder la biodiversité qui, a-t-il dit, "doit être autofinancée par elle-même".

Il impératif aussi, selon lui, de faire émerger une opinion publique favorable à la conservation de la biodiversité, en consacrant, à ce titre, plus d'espace aux questions environnementales dans les médias.

Source : [webmanagercenter.com](http://webmanagercenter.com)



## Gérer les forêts de manière durable : une nécessité urgente



Les forêts sont fortement impactées par les changements globaux. Or, elles jouent un rôle clé dans de nombreux processus écologiques et fournissent une grande quantité de services. Les scientifiques de l'Inra et d'Irstea pro-

meuvent par le biais de leurs travaux une gestion durable et raisonnée de ces écosystèmes précieux.

Direction Montpellier, pour un échange avec Sandra Luque, chercheuse à l'unité TETIS d'Irstea. Les forêts et les paysages forestiers du monde entier doivent faire face aux changements globaux, comme le changement climatique, en particulier lors d'événements météorologiques extrêmes. Les impacts nouveaux et changeants des pathogènes et l'évolution de la demande sociale en matière de foresterie et d'utilisation des terres - augmentation de la demande en viande et produits laitiers, de production de bioénergie et de services environnementaux - engendrent également une pression sur la biodiversité forestière.

Les forêts sont une composante clé des écosystèmes terrestres et jouent un rôle primordial dans la régulation du cycle mondial du carbone, la protection de la biodiversité, la régulation du climat et d'autres processus écologiques comme l'hydrologie et la dynamique des nutriments. Elles produisent aujourd'hui une gamme complexe de produits allant des services écosystémiques forestiers au bois et aux bioproduits. Actuellement, la dégradation et la disparition des forêts menacent la survie de nombreuses espèces et réduisent la capacité des forêts à fournir des services

essentiels.

Il est donc indispensable de gérer les forêts de manière durable et raisonnée. C'est la raison pour laquelle de nombreux scientifiques à travers le monde les étudient cherchent à comprendre comment elles fonctionnent et comment les gérer.

La biodiversité forestière menacée

Malgré leur rôle crucial, les forêts continuent à perdre du terrain : alors qu'en 1990 elles couvraient environ 4 milliards 128 millions d'hectares en 2015 elles ne couvrent plus que 3 milliards 999 millions d'hectares ou 30,6 pour cent des terres. Quelques 129 millions d'hectares de forêts - une superficie presque équivalente en taille à l'Afrique du Sud - ont été perdus depuis 1990. Selon des données satellitaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, une zone de forêt amazonienne de la taille d'un terrain de football est maintenant défrichée toutes les minutes. La déforestation peut se produire rapidement, par exemple lorsqu'un feu balaie le paysage (comme c'est le cas actuellement au Brésil) ou lorsque la forêt est coupée à blanc pour faire place à une plantation de palmiers à huile. Alors que la déforestation semble être en déclin dans certains pays, elle reste à un niveau inquiétant dans d'autres - dont le Brésil et l'Indonésie - et une grave menace pour les forêts les plus précieuses de notre planète demeure d'après le WWF.

La déforestation et la dégradation des forêts ont également un impact sur la vie de 1,6 milliards de personnes dont les moyens de subsistance dépendent des forêts. Un milliard d'entre eux sont parmi les plus pauvres du monde d'après l'Union Internationale de Conservation de la Nature (IUCN).

« Face à ces défis, il y a un besoin croissant d'écosystèmes forestiers et de paysages forestiers adaptés aux demandes de services écosystémiques et à l'évolution des environnements, explique Sandra Luque, scientifique à l'unité de recherche TETIS. Dans ce contexte, nous réfléchissons à la durabilité des forêts et essayons de déterminer comment les gérer de ma-

nière durable ».

Mettre en place une gestion durable

Une clé pour maintenir biodiversité et fourniture de services écosystémiques.

De plus en plus, une valeur marchande est attachée aux services écosystémiques forestiers (production de bois, régulation du climat, loisirs, production alimentaire...), ce qui modifie les systèmes de valeurs associés à la foresterie. Les critiques soutiennent que la quantification des produits issus des forêts sert à « marchandiser » et à diminuer la valeur des forêts (y compris leur valeur spirituelle et culturelle). Cependant, en l'absence d'un prix fixé à ces valeurs, elles risquent d'être ignorées par les décideurs et l'industrie. Ainsi, l'évolution des paysages vers la durabilité exige souvent des transformations radicales, par exemple dans la façon dont les paysages forestiers sont valorisés et au niveau des relations entre les différents acteurs et de leurs rôles respectifs. Cela exige une vision holistique des forêts en tant qu'écosystèmes clés pour le maintien de la biodiversité et la fourniture durable de services écosystémiques.

« Nous visons à souligner l'importance d'une perspective intégrée au niveau du paysage pour soutenir la durabilité en vue d'une gestion forestière équilibrée intégrant de multiples objectifs, y compris des objectifs de biodiversité et de conservation à la lumière des objectifs de développement durable définis par l'Organisation des Nations Unies, explique Sandra Luque. Nous nous intéressons à l'évolution des paysages forestiers, avec une vision holistique, globale de la forêt en temps qu'écosystème clé pour le maintien de la biodiversité et la fourniture de services écosystémiques. »

Des solutions telles que la restauration des paysages forestiers (RPF) peuvent inverser les effets du déboisement et de la dégradation et permettre de récupérer les avantages écologiques, sociaux, climatiques et écono-

miques des forêts.

« L'objectif des scientifiques est de déterminer dans quelle mesure et comment l'état d'un écosystème forestier et sa dynamique devraient être inclus dans l'évaluation globale des écosystèmes à différentes échelles. Les paiements au titre des services écosystémiques (PSE), sont des incitations offertes, par exemple, aux propriétaires fonciers en échange de la gestion de leurs terres pour fournir une sorte de service écologique comme la préservation de la biodiversité. Une pratique importante pour les forêts au nord de l'Argentine soutenue par l'Institut National de Technologie Agricole argentin (INTA).

Les scientifiques du futur Inrae\* travaillent avec différents pays du monde, notamment l'Argentine, le Chili et le Brésil en Amérique du Sud. En 2018, des formations et plusieurs séminaires ont été organisés en Argentine par Irstea en collaboration avec l'INTA. Les échanges se sont concentrés sur les pratiques concernant l'utilisation des espèces natives et non des espèces introduites, mieux adaptées aux contraintes locales. Il est également important de considérer des pratiques d'agroforesterie favorisant les cultures natives comme la Yerba Mate, une boisson traditionnelle sud-américaine.

« Il est essentiel de comprendre les interactions avec les diverses pratiques de gestion forestière pour concevoir des stratégies d'aménagement forestier appropriées, saines et durables », explique Sandra Luque. Elle organise et animera une session spéciale à ce sujet dans le cadre du Congrès mondial de l'IUFRO au Brésil cet automne, intitulée : La biodiversité forestière dans le cadre du changement global et le rôle de la science de la durabilité du paysage.

\* Qui résultera de la fusion entre l'Inra et Irstea au 1er janvier 2020.

Source : [www.inra.fr](http://www.inra.fr)

## Nourrir les gens et protéger la planète devraient aller de pair

L'agriculture verte joue un rôle essentiel en contribuant au développement durable. Un centre de semences et de reproduction forestière en République du Tatarstan, en Russie.

«L'agriculture verte détient un énorme potentiel pour transformer le secteur agricole de manière à ce que tout le monde puisse accéder à une alimentation nutritive et en même temps garantir la conservation de ressources naturelles précieuses», a déclaré M. QuDongyu, Directeur général de la FAO.

M. Qu s'exprimait à l'occasion d'un forum international agro-industriel organisé en marge de la 21ème exposition Golden Autumn - 2019 qui se tenait à Moscou. Evoquant la nécessité d'accélérer la transition des pratiques agricoles traditionnelles vers l'agriculture verte, il a également insisté sur le rôle essentiel de la numérisation dans cette démarche.

M. Qu a également mis en garde contre le manque de disponibilité et de diversité de la nourriture de bonne qualité, soulignant par ailleurs les efforts à faire en matière d'accessibilité et de disponibilité, y compris en ce qui concerne de nombreux fruits et légumes. Dans un tel contexte, le Directeur général de la FAO a insisté sur l'importance de s'orienter vers une production verte, une transformation verte qui «pollue moins l'environnement et consomme également moins d'eau».

«Nous devons réduire les résidus de produits chimiques et d'autres éléments polluants dans notre alimentation», a-t-il indiqué, soulignant l'importance des normes internationales dans cette démarche, y compris du Codex Alimentarius.

Au cours de son intervention, il a également mis l'ac-

cent sur la nécessité de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires afin d'éviter un gaspillage inutile de ressources, d'énergie et de main d'œuvre.

Renforcer la coopération en vue de stimuler le développement durable

La FAO a travaillé aux côtés des Etats membres en vue de développer un concept de durabilité dans l'agriculture qui repose sur cinq principes fondamentaux : améliorer l'utilisation des ressources, conserver et protéger les ressources naturelles, améliorer les moyens d'existence ruraux et le bien-être social et améliorer la résilience des communautés et des écosystèmes, sans oublier les mécanismes de gouvernance.

S'adressant aux participants du forum, le Directeur général de la FAO a exprimé sa volonté de renforcer la coopération avec la Russie, ajoutant que le pays avait réalisé des progrès remarquables en matière de production alimentaire ces cinq dernières années et que chaque région russe était maintenant compétitive lorsqu'il s'agissait de fournir de la nourriture de grande qualité.

Il a noté que l'établissement de relations plus étroites avec la Russie et avec d'autres Etats membres, dont les pays africains, qui nécessitent une assistance technique ou autre, deviendra bientôt une situation «gagnant-gagnant» pour tous.

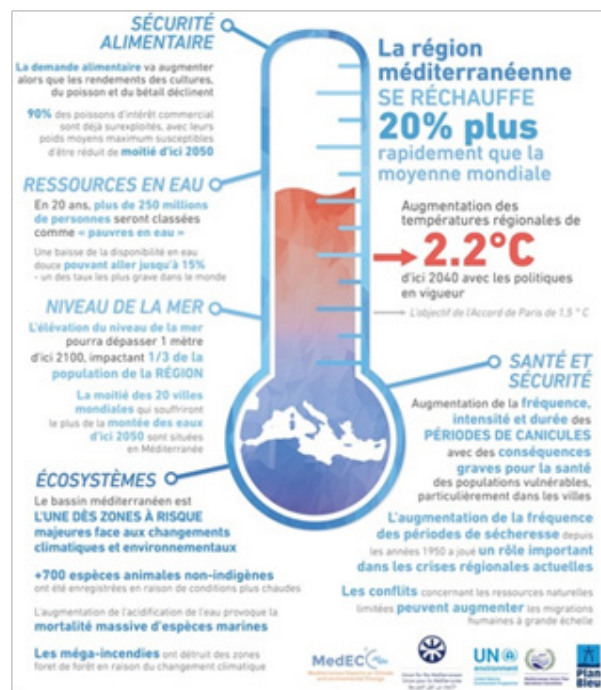
«Lorsque les gens sont mieux nourris, il devient plus agréable de vivre dans ce monde, et tout le monde peut mener une vie plus saine et heureuse», a fait remarquer M. Qu.

Source : [www.fao.org](http://www.fao.org)

## La Méditerranée va compter 250 millions de «pauvres en eau» d'ici 2040

«La disponibilité en eau douce diminuera probablement de 15% au cours des prochaines décennies, ce qui créera de graves contraintes pour l'agriculture et l'utilisation par l'Homme dans une région déjà touchée par la pénurie d'eau». «90% des stocks de poisson commercial sont déjà surexploités en Méditerranée, le poids corporel maximal moyen du poisson devant diminuer jusqu'à 49% d'ici 2050». Ce sont respectivement les neuvième et vingtième des trente principales conclusions contenues dans le premier rapport d'évaluation scientifique sur le changement climatique et environnemental en Méditerranée livré par le réseau Medecc, jeudi 10 octobre 2019 à Barcelone lors du 4e Forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Elaboré par quelque quatre-vingt scientifiques, experts méditerranéens en changements climatiques et environnementaux (Medecc), de vingt pays, ce document est notamment soutenu et promu par le Secrétariat de l'UpM et le Plan Bleu (centre d'activités régionales du PNUE/PAM). Le texte précise en outre que «la région Méditerranée se réchauffe 20% plus rapidement que la moyenne mondiale» et que l'«élévation du niveau de la mer pourra dépasser 1 mètre d'ici 2100 impactant un tiers de la population de la région». La moitié des vingt villes mondiales qui souffriront le plus de la montée de eaux d'ici 2050 sont situées en Méditerranée. Parallèlement, «en vingt ans, plus de 250 millions de personnes seront classées comme «pauvres en eau», une baisse de la disponibilité en eau douce pouvant aller jusqu'à 15%.



Le réseau Medecc et ses experts qui travaillent collectivement sur le sujet depuis 2015 tirent une sonnette d'alarme sur plusieurs chapitres : le climat, le niveau de la mer, les ressources en eau, les écosystèmes, la sécurité alimentaire, la santé et la sécurité humaine. Leur rapport servira à «élaborer et mettre en œuvre des politiques efficaces fondées sur une compréhension globale des problèmes», selon un communiqué. Mais aussi «encourager la coopération régionale et concertée dans tous les domaines liés au changement climatique et environnemental».

Source : [www.econostrum.info](http://www.econostrum.info)



## Veille juridique :

- Arrêté du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 12 septembre 2019, portant approbation du procès-verbal de la commission régionale de délimitation de l'assiette des terrains des parcours du gouvernorat de Gafsa.

<http://www.onagri.agrinet.tn/uploads/jortagri/9541.pdf>

- Arrêté du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche du 10 septembre 2019, modifiant et complétant l'arrêté du 24 janvier 1992, portant création de cellules territoriales de vulgarisation agricole dans les commissariats régionaux au développement agricole de Sfax, d'Ariana, de Mahdia, de Nabeul et de Tataouine.

- Décret gouvernemental n° 2019-814 du 10 septembre 2019, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de d'intensification de l'agriculture irriguée, fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement.

<http://www.onagri.agrinet.tn/uploads/jortagri/9539-9540/9539.pdf>

## Veille documentaire :

1/La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture : Atteindre les objectifs de développement durable : 2018

<http://www.fao.org/3/I9540FR/i9540fr.pdf>

2/La situation des forêts du monde : Les forêts au service du développement durable : 2018

<http://www.fao.org/3/I9535FR/i9535fr.pdf>

3/Plan Stratégique du Codex 2020-2025 : 2019

<http://www.fao.org/3/ca5645fr/CA5645FR.pdf>







## Observatoire National de l'Agriculture



30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis  
Site Web: <http://www.onagri.tn>  
Téléphone (+216) 71 801 055/478  
Télécopie : (+216) 71 785 127  
E-mail : [onagri@iresa.agrinet.tn](mailto:onagri@iresa.agrinet.tn)